

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/EEC/2/Add.20
13 octobre 1999

(99-4362)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur
les procédures de licences d'importation

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

Procédures de licences d'importation applicables aux contingents tarifaires
établis dans le cadre de l'OMC pour certains produits
à base de dindes et de volailles

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation a pour objet d'assurer une administration rationnelle des contingents tarifaires établis dans le cadre de l'OMC dont il est question dans la réponse 2. La législation pertinente relative au régime de licences d'importation applicable à ces contingents tarifaires est mentionnée dans la réponse 5. En ce qui concerne les formalités à remplir pour les demandes de licences d'importation, voir la réponse 6.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir la réponse 1. Les produits visés par les contingents tarifaires mentionnés dans la réponse 1 sont les suivants:

Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
Carcasses de poulets, fraîches, réfrigérées ou congelées	0207 11 et 0207 12
Morceaux de poulets, frais, réfrigérés ou congelés	ex 0207 11 et ex 0207 12
Découpes de volailles des espèces domestiques -- Morceaux et abats congelés: --- Morceaux ---- Désossés	0207 14 10
Viandes de dindes et dindons fraîches, réfrigérées ou congelées	0207 24, 0207 25, 0207 26 et 0207 27

¹ Pour le questionnaire, voir l'annexe du document G/LIC/3.

3. Le régime s'applique dans la Communauté européenne aux produits susmentionnés en provenance de pays tiers.

4. Voir la réponse 1. Comme il est indiqué dans la réponse 1, le régime de licences s'applique aux contingents tarifaires pertinents établis dans le cadre de l'OMC. La CE considère que la méthode adoptée est la plus appropriée pour administrer ces contingents tarifaires.

5. La législation pertinente pour l'administration des licences d'importation applicables aux contingents tarifaires mentionnés dans la réponse 1 est la suivante:

Règlement (CE) n° 1251/96 de la Commission du 28 juin 1996 (JO n° L 161), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1370/98 de la Commission du 29 juin 1998 (JO n° L 185).

Le régime de licences est imposé par des dispositions réglementaires. La législation ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le régime ne peut pas être abrogé sans l'accord du Législatif.

Modalités d'application

6. Réponse aux questions 6.I à VIII et 6.XI. Les questions 6.IX et X sont sans objet.

Les renseignements concernant la répartition des contingents et les formalités de dépôt des demandes de licences sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes (voir la réponse 5). Il n'y a pas de dérogations aux formalités de licences.

Les contingents tarifaires sont annuels et sont ouverts chaque trimestre.

Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales et celles-ci doivent, au moment de la présentation de leur demande, prouver aux autorités compétentes des États membres qu'elles ont importé au moins 50 tonnes de produits relevant du Règlement (CEE) n° 2777/75 au cours de chacune des deux années civiles précédant l'année où elles déposent leur demande. Les établissements de vente au détail et les établissements de restauration qui vendent leurs produits au consommateur final ne peuvent pas bénéficier des avantages de ce régime. Les importations ne sont connues que de la Commission et de l'autorité compétente des États membres dans lesquels la demande de licence d'importation a été présentée. Les demandes de licences doivent être présentées à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel le requérant est établi ou a son siège social. Elles peuvent être présentées pendant les dix premiers jours de la période contingente trimestrielle (1^{er} juillet, 1^{er} octobre, 1^{er} janvier, 1^{er} avril) aux autorités compétentes des États membres. Le requérant ne s'adresse qu'à un seul organe administratif. Les autorités compétentes des États Membres doivent aviser la Commission des demandes présentées le cinquième jour ouvrable suivant la fin de la période prévue pour leur présentation. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission. Cette dernière décide aussi rapidement que possible quelles quantités peuvent être attribuées par rapport à celles qui sont indiquées dans les demandes de licences. Si les quantités figurant dans les demandes dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera. Dans le cas où ce pourcentage est inférieur à 5 pour cent, il est possible que la Commission n'attribue pas les quantités demandées et restitue les cautions. La Commission calcule alors les quantités restantes qui sont ajoutées à la quantité disponible pour la période suivante de la même année.

7. La question 7 est sans objet en l'espèce.

8. Une demande de licence d'importation ne peut être rejetée que si elle ne répond pas aux critères pertinents. Les requérants peuvent faire appel devant les tribunaux des États membres conformément à la législation en vigueur dans ces États.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Voir la réponse 6. Il n'existe aucun système d'immatriculation spécifique pour les demandes de licences d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence d'importation

10. La demande de licence d'importation doit être présentée aux autorités compétentes des États membres suivant le modèle reproduit à l'annexe XI de la notification générale présentée par les Communautés au titre de l'article 7:3 pour 1999 (G/LIC/N/3/EEC/2). Pour les renseignements à donner dans les demandes, voir le formulaire de demande et le Règlement (CE) n° 1251/96 de la Commission du 28 juin 1996 (JO n° L 161, page 136), tel que modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1370/98 de la Commission du 29 juin 1998 (JO n° L 185, page 15).

11. La licence d'importation.

12. Non.

13. La délivrance d'une licence d'importation est subordonnée au dépôt d'une caution afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la durée de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des licences d'importation est de 150 jours, mais ne va pas au-delà de chaque période contingentaire.

15. En cas de non-utilisation d'une licence d'importation, la caution n'est pas restituée. En cas d'utilisation partielle, la caution est restituée en partie.

16. Les licences d'importation ne sont pas cessibles.

17. Non.

Autres formalités

18. Non.

19. Sans objet.
